

Canadian NATO
Parliamentary Association



Association parlementaire
canadienne de l'OTAN

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
à la Visite de la Sous-commission sur les relations
transatlantiques**

**Association parlementaire canadienne de l'OTAN
(AP OTAN)**

**Varsovie, Pologne
Du 17 au 19 septembre 2008**

Rapport

Une délégation de 13 membres de la Sous-commission sur les relations transatlantiques, dirigée par Assen Agov (BG), s'est rendue à Varsovie, Pologne, du 17 au 19 septembre 2008 pour parler des questions de sécurité euro-atlantique après la guerre du mois d'août en Géorgie. Outre ce sujet et ses possibles répercussions sur les relations OTAN-Russie, la délégation a également examiné la situation en Afghanistan. Les membres ont par ailleurs été informés des problèmes propres à la Pologne en matière de sécurité et de politique étrangère.

LA POLOGNE ET L'ALLIANCE

Les représentants polonais ont fait valoir que la Pologne fait preuve de constance en matière de politique étrangère et de défense. Comme l'a indiqué Janusz Zemke, président de la Commission de défense du Sejm, le budget de la défense a augmenté de 5 à 10 % en termes réels ces dernières années, même si le niveau de départ était très faible. Sous le gouvernement actuel, la Pologne abandonne en outre la conscription et se dirige vers une armée de volontaires. Le général a informé la sous-commission de la collaboration de la Pologne aux missions menées sous l'égide de l'OTAN. La Pologne participe à toutes les missions importantes de l'OTAN, notamment la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan, la Force du Kosovo (KFOR) au Kosovo, l'Opération Active Endeavour (OAE) en Méditerranée, ainsi que la Mission de formation de l'OTAN en Irak – (NTM-I). S'agissant de l'OAE, la seule opération de l'OTAN en vertu de l'article 5, la Pologne fournit un sous-marin en hiver et une frégate l'été.

L'AFGHANISTAN

Quant à la FIAS, les opérations en Afghanistan ont montré l'importance d'une forte interopérabilité entre les forces alliées, a déclaré le général Gagor. Ce qui incluait également le partage des informations, toujours problématique, a-t-il précisé. Les forces militaires adverses apprennent vite et utilisent l'Internet pour les communications et les informations, devenant de ce fait de plus en plus sophistiquées. Le renseignement de source humaine (humint) est extrêmement important, non seulement pour les opérations militaires, mais aussi pour la coopération civilomilitaire. Les actions menées ont également montré qu'un nombre adéquat d'hélicoptères ainsi que de véhicules aériens sans pilote (UAV) sont nécessaires pour assurer le succès des opérations. Des dispositifs explosifs de circonstance ont fait obstacle à la liberté de mouvement des forces alliées en Afghanistan. Davantage de capacités de transport aérien sont nécessaires, a-t-il précisé, notamment des hélicoptères qui peuvent aussi fournir un soutien aérien rapproché, ainsi que des UAV supplémentaires pouvant servir à lutter contre les dispositifs explosifs de circonstance dans la mesure où ils permettent de surveiller les routes 24 heures sur 24. Qui plus est, les restrictions nationales, à savoir celles que les membres de l'OTAN imposent à l'utilisation de leurs forces nationales, devraient être réduites au minimum.

Tant les intervenants que les membres de la délégation ont déclaré à plusieurs reprises que l'Afghanistan est une mission à long terme. Répondant aux questions de la

délégation, le général a affirmé que si le climat d'insécurité générale qui règne en Afghanistan s'intensifie, on note des progrès au niveau local. Le fait que le nouveau gouvernement pakistanais s'efforce désormais de lutter plus activement contre les menaces en matière de sécurité est un point positif. On s'est accordé à dire que les défis auxquels sont confrontés l'OTAN et la communauté internationale en Afghanistan sont de natures très diverses. La culture du pavot et le contrôle des frontières demeurent les plus pressants, selon le général Gagor qui a précisé que l'argent tiré de la production de la drogue finançait l'insurrection. Il est possible d'obtenir des résultats en Afghanistan, espère le général, si la situation s'améliore sur le plan de la sécurité et si la communauté internationale fournit les moyens requis pour reconstruire les infrastructures dont on a besoin. Les pays donateurs, dont la Pologne, doivent améliorer la distribution des fonds destinés aux projets de reconstruction en Afghanistan. Souvent, l'aide financière est distribuée en fonction des réglementations nationales qui ne correspondent pas à la réalité sur le terrain, a expliqué le général en précisant que la distribution de l'aide doit être plus souple et plus rapide.

L'absence de bonne gouvernance en Afghanistan est un obstacle important et persistant. Des responsables polonais ont fait observer que le gouvernement afghan doit s'attaquer à la corruption généralisée et renforcer son efficacité globale. Si l'armée peut s'attaquer aux problèmes économiques, politiques et sociaux, les aspects non militaires de la sécurité doivent être traités à l'aide de moyens non militaires, a fait valoir le général Gagor. Cela étant, en l'absence d'aide non militaire suffisante, les forces de l'OTAN peuvent éventuellement servir à s'attaquer à certains problèmes en éliminant les laboratoires de production et en interceptant les trafiquants de drogues ou en aidant à la formation de la police (ce qui reste un problème un peu négligé).

ÉLARGISSEMENT ET SÉCURITÉ EUROPÉENNE

Des orateurs polonais ont par ailleurs exposé leur point de vue quant à l'évolution de l'OTAN. Les membres de la délégation et les orateurs ont estimé d'un commun accord que l'élargissement devait rester une priorité pour l'Alliance, notamment en ce qui concerne l'ex-République yougoslave de Macédoine ainsi que la Géorgie et l'Ukraine. Les événements qui se sont produits en Europe du Sud-est, de l'avis général, demeurent importants pour la sécurité européenne. Wojciech Stanislawski, analyste au centre des Études orientales, a qualifié la situation actuelle dans les Balkans occidentaux de « paix froide » et a déclaré que les Alliés 'ont fait bonne contenance' alors que la situation demeure complexe. La quête d'identité se poursuit, a-t-il indiqué en précisant qu'une rivalité croissante oppose les Albanais et les Serbes. Qui plus est, des problèmes de frontières restent à régler, notamment entre la Croatie et la Slovénie, la Bosnie et la Croatie, etc. La Bosnie-Herzégovine est dépourvue de toute identité commune tandis que les différents groupes ethniques ont des visions totalement contradictoires s'agissant du passé et de ce qu'ils attendent de l'avenir. Ce qui résulte en partie des accords qui ont été conclus antérieurement, étant donné que tout accord auquel on est parvenu sous la pression de l'Ouest était intentionnellement vague, a-t-il affirmé. Malheureusement, au lieu de s'apaiser, les différends sur des choses insignifiantes ne font qu'augmenter. Les structures existantes manquent de cohésion interne et les différents groupes ethniques ne sont pas disposés à coexister, et encore moins à s'unir dans la paix.

Le Kosovo demeure un point névralgique et Belgrade rejette toujours le plan Ahtisaari. Il est improbable que la Serbie change d'attitude dans un avenir proche étant donné que le Kosovo est un problème important de politique intérieure. Le soutien de Belgrade aux Serbes de souche, notamment dans la partie nord, a créé un « État dans l'État ». De plus, le fait que les Kosovars et les Serbes qui vivent encore au Kosovo ont des visions de l'avenir totalement opposées, aggrave la situation et M. Stanislawski redoute que la discorde n'augmente avec le temps. Faisant observer que le Kosovo ne sera pas en mesure de voler de ses propres ailes dans un avenir proche, des intervenants polonais ont convenu que le maintien d'une présence internationale, et notamment la participation de l'UE, était nécessaire.

Aux yeux du ministre de la Défense Bogdan Klich et d'autres participants, une coopération OTAN-UE plus étroite et des liens institutionnels sont essentiels à une relation transatlantique efficace. A cette fin, le ministre a proposé le renforcement de l'accord Berlin + et la consolidation des relations politiques entre les deux institutions. Le professeur Roman Kuzniar de l'Institut des Affaires internationales de l'Université de Varsovie a déclaré que l'OTAN et l'UE étaient des institutions très différentes dotées de missions différentes, ce qui rend la coopération difficile. Cela étant, selon lui et d'autres intervenants, une coopération plus étroite entre l'OTAN et l'UE dans des régions géographiques comme la Géorgie et l'Ukraine est possible. Eugeniusz Smolar, président du Centre des relations internationales, a rappelé que 21 pays étaient membres des deux organisations. Il est regrettable, a-t-il ajouté, que les mêmes gouvernements se comportent de manière totalement différente selon qu'ils parlent de l'OTAN ou de l'UE.

LE PROCHAIN SOMMET DE L'OTAN

Le ministre de la défense Klich, déclare que l'OTAN a besoin de revoir le Concept stratégique, compte tenu de l'adoption d'un nouveau Concept stratégique prévue en 2010, suite à une « déclaration transatlantique » plus générale qui devrait être adoptée lors du Sommet de 2009 à Strasbourg et Kehl. D'après lui, le nouveau Concept Stratégique devra s'attaquer à quatre grands domaines :

La défense collective – qui demeure le rôle principal pour l'OTAN. Si les capacités destinées aux opérations ne relevant pas de l'article 5, c'est-à-dire hors de la sphère géographique traditionnelle, sont devenues de plus en plus importantes, l'Alliance doit conserver, et si possible améliorer, sa capacité en matière de défense conventionnelle de ses États membres. Le ministre a par ailleurs souligné que des dispositifs d'intervention en cas d'urgence sont nécessaires au titre de l'article 5.

Le lien transatlantique demeure au cœur de l'Alliance et doit être renforcé. L'OTAN est un lieu unique pour débattre de toutes les questions qui intéressent la sécurité. Le ministre a également déclaré qu'il faut améliorer la coopération OTAN-UE qui, d'après lui, demeure insuffisante. A cette fin, il propose de créer un cadre institutionnel entre l'OTAN et l'UE.

Élargissement et nouvelles activités de partenariat : l'OTAN devrait dès que possible proposer à la Géorgie et à l'Ukraine de participer au MAP, a déclaré le ministre. Les relations avec la Russie demeurent importantes, mais la théorie du genre « sphères d'influence » ou comportement agressif de la Russie, comme à l'égard de la Géorgie,

n'est pas acceptable. Cela étant, la Russie et l'OTAN ont plusieurs intérêts en commun sur le plan de la sécurité, comme en Afghanistan, a précisé le ministre.

Renforcement des capacités militaires de l'OTAN : A l'instar d'autres pays membres de l'OTAN, la Pologne poursuit le processus de modernisation de ses forces armées qui devrait s'achever vers 2010.

On s'est également accordé à dire que la guerre du mois d'août en Géorgie a modifié la façon dont les États membres de l'OTAN évaluent la menace et que ce conflit a mis en évidence l'importance de l'article 5 du Traité de Washington. Les débats ont tourné autour de ce que pourrait être la politique étrangère et de défense de la Russie et les relations entre cette dernière et l'Alliance. Le ministre de la Défense a déclaré que la Russie se rapproche des normes du monde démocratique et des méthodes des institutions internationales.

LA GUERRE EN GEORGIE ET SES REPERCUSSIONS SUR LES RELATIONS AVEC LA RUSSIE

La visite s'est déroulée relativement peu de temps après l'intervention russe du mois d'août en Géorgie. Comme on pouvait s'y attendre, la guerre et ses conséquences possibles pour la sécurité euro-atlantique ont été au centre des discussions. L'intervention militaire russe en Géorgie a été vivement condamnée de façon unanime. La reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, selon des experts polonais, rend la réintégration des deux provinces dans la Géorgie irréaliste. Qui plus est, compte tenu des réfugiés que la guerre a contraint à fuir, la Géorgie est confrontée à de graves problèmes sociaux, a précisé Krystof Strachota, Chef du département du Caucase et de l'Asie centrale, centre d'Études de l'Europe de l'Est. Qui plus est, la Géorgie ne contrôle plus une partie de son propre territoire. La Russie a essayé d'anéantir la Géorgie, a-t-il déclaré, anticipant que Moscou envenimerait le conflit avec la Géorgie en faisant jouer, par exemple, le levier économique, notamment la dépendance de la Géorgie à l'égard de l'approvisionnement énergétique en provenance de la Russie. Par conséquent, les relations entre la Géorgie et la Russie demeurent très tendues, et les deux camps refusent de se parler après les événements du mois d'août. La Géorgie, a-t-il précisé, n'est pas capable de se défendre toute seule et elle ne survivra pas sans le soutien de l'Occident. Plusieurs intervenants ont fait observer que bien que difficiles à évaluer, les coûts d'ordre politique, entre autres, de la guerre du mois d'août seront également lourds pour la Russie. Selon Marek Menkiszak, chef du département des Études sur l'Europe de l'Est, centre d'Études de l'Europe de l'Est, la politique russe dans la région pourrait aboutir à une déstabilisation de la région, y compris le Caucase du nord, et la Tchétchénie.

M. Strachota a fait valoir que la Géorgie est une épreuve décisive pour l'Alliance et que la crédibilité de l'OTAN serait entamée, notamment aux yeux des pays partenaires, si la Géorgie ne retirait aucun avantage concret du fait d'être un partenaire de l'OTAN. Par conséquent, l'OTAN devrait inclure la Géorgie dans le programme MAP et accroître sa présence dans la région. Quoi qu'il en soit, le Président géorgien Mikhaïl Saakachvili a perdu le respect et la confiance de l'Occident, a-t-il déclaré.

Des intervenants polonais et des membres de la délégation ont également reconnu l'impossibilité d'instaurer la sécurité en Europe sans la Russie. Cela dit, les points de

vue divergeaient sur la façon dont l'OTAN doit aborder Moscou. Certains étaient d'avis que l'OTAN, en tant qu'Alliance, et les États membres de l'OTAN n'avaient pas traité la Russie d'égal à égal et n'avaient pas pris suffisamment compte des inquiétudes de la Russie. Cela étant, quelles que soient les erreurs que les gouvernements commettent dans les relations avec la Russie, les participants ont reconnu que rien ne justifiait l'action de la Russie dans le Caucase.

D'après Przemyslaw Grudzinski, Sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères, l'intervention militaire russe en Géorgie a montré qu'elle « n'appréciait pas le statu quo » en Europe et que l'Europe pourrait se retrouver dans une situation où l'usage de la force serait de nouveau d'actualité. L'ordre international a été menacé, a-t-il ajouté, et il ne sera pas facile de parvenir à une nouvelle entente. Le secrétaire d'État a mis en garde contre une réaction exagérée envers la Russie et a indiqué qu'il est important que les Alliés de l'OTAN adoptent une stratégie unifiée face à cette dernière. Rasa Jukneviene (LT), rapporteur de la Sous-commission sur les partenariats de l'OTAN, se demande si l'OTAN ne doit pas repenser la sécurité de la région de la Baltique et si sa capacité de défendre les territoires Baltes est suffisante. Le général Gagor fait observer que l'OTAN doit trouver le bon équilibre entre capacités de défense territoriale et forces expéditionnaires. La réaction aux crises domine actuellement les exercices de l'OTAN et il serait nécessaire d'accorder davantage d'importance aux exercices relevant de l'article 5, a-t-il ajouté.

Les intervenants du pays hôte ont déclaré à plusieurs reprises que la Pologne souhaite entretenir de bonnes relations avec la Russie, même si cela n'est pas toujours chose facile. Lukas Kulesa, chef adjoint du Bureau d'analyse et de recherche, Institut polonais des affaires internationales, a déclaré que la Russie agissait de manière très imprévisible. La Russie se heurte à de graves problèmes, notamment sur le plan social, mais apparemment le bien-être de la population n'est pas la priorité de ses dirigeants politiques. M. Menkiszak a déclaré que la guerre en Géorgie marque une « phase offensive » de la politique étrangère et de sécurité de la Russie visant à punir la Géorgie pour ses aspirations pro-occidentales. En outre, la Russie veut signaler qu'elle ne tolérera pas des relations plus étroites dans le domaine de l'énergie entre les pays de la région et l'Occident. Plus généralement, la Russie entend se repositionner sur la scène internationale en tant que force avec laquelle il faut compter. D'après M. Menkiszak, une part plus importante de l'élite russe ressent désormais un « sentiment de grandeur » et considère que les accords actuels ne sont pas justes et doivent être révisés pour refléter le véritable rôle que joue la Russie. La Russie est de taille à faire face à la crise financière mondiale et sa présence économique s'est renforcée à l'échelle de la planète, ce qui ne s'est pas – jusqu'alors – traduit par un rôle politique plus visible.

M. Kulesa a déclaré qu'il sera difficile d'influer directement sur le comportement de la Russie avec l'étranger. Cela étant, les Alliés de l'OTAN pourraient « contenir » la Russie si elle devait poursuivre une politique volontariste envers les pays de la Communauté des États indépendants (CEI). Des spécialistes indépendants polonais ont également mentionné les médias russes, qui ont appuyé sans réserve la guerre en Géorgie. Un intervenant a fait observer qu'il existe une censure ouverte en Russie et que la presse écrite est relativement libre. Pour autant, son impact sur l'opinion

publique est beaucoup moins important que celui des médias électroniques, qui sont entièrement aux mains du Kremlin. La télévision est le principal moyen d'obtenir des informations, notamment en province.

Les perspectives d'évolution des relations de l'OTAN avec la Russie sont peu encourageantes, a expliqué M. Menkiszak. D'après lui, une méfiance profonde existe des deux côtés et la Russie ne souhaite pas une coopération plus étroite. La Russie veut stopper tout nouvel élargissement à l'est de l'Alliance, vécu par Moscou comme une érosion de son influence, et veut par ailleurs limiter tout approfondissement de la coopération entre l'OTAN et les pays de la CEI. La Russie, a-t-il déclaré, souhaite que l'OTAN devienne une organisation plus politique et moins militaire, ce qui pourrait à terme donner lieu à une adhésion de la Russie.

Quoi qu'il en soit, M. Menkiszak ne pense pas que Moscou entend « remplacer » son partenariat avec l'OTAN et l'Occident par une relation plus étroite avec la Chine. D'après lui, la relation sino-russe est très tendue et une relation stratégique entre les deux est peu probable. Pour la Russie, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est une organisation visant à limiter l'influence de la Chine en Asie centrale. Les deux ont également une 'relation économique difficile' dans la région et des intérêts divergents sur le plan énergétique alors que la coopération en matière de sécurité est également une source de tensions.

Au sujet de la Politique européenne de voisinage (PEV) de l'UE, il a déclaré que les mécanismes sont éminemment volontaires et que le manque de perspective d'adhésion n'incite pas à procéder à des réformes dans les pays partenaires. A l'inverse, le projet suédo-polonais des 'Partenariats orientaux' s'annonce plus efficace. La délégation a par ailleurs débattu brièvement de la situation au Bélarus. Aux yeux de M. Wojciechowski, même s'il est 'juste sur le plan moral' de soutenir l'opposition, cela ne sert à rien car l'opposition est faible. Par conséquent, il est nécessaire de traiter avec le Président Lukashenko, même s'il a tendance à jouer la Russie contre l'Ouest et il est probable que celle-ci aura mieux à offrir que l'Occident.

La délégation s'est également penchée sur les relations Union européenne (UE)-Russie et les intervenants polonais, dans l'ensemble, sont d'avis que l'influence de l'Union européenne sur la Russie est négligeable. La Russie, selon M. Menkiszak, ne considère pas l'UE comme une Union, mais comme un concert de puissances. La Russie, a-t-il ajouté, s'éloigne des normes européennes et s'efforce d'imposer ses règles sur les échanges. Il a également mentionné un 'conflit d'intérêts' entre l'UE et la Russie, notamment dans les pays du « voisinage européen ». La relation est asymétrique dans le domaine de l'énergie, l'Europe demeurant tributaire des approvisionnements énergétiques en provenance de la Russie. Cela dit, la coopération dans certains domaines est possible, notamment du point de vue de l'écologie, de l'efficacité énergétique et de la migration.

DÉFENSE ANTI-MISSILE

La délégation a également discuté de la défense antimissile durant la visite. Witold Waszczykowski, chef adjoint du Bureau polonais de la sécurité nationale, a fourni des informations sur le projet visant à installer des éléments du système de défense antimissile américain en Pologne et en République tchèque. L'intervention militaire de la

Russie en Géorgie au mois d'août a modifié l'opinion publique polonaise qui, avant les événements dans le Caucase, était divisée sur la question, a-t-il reconnu. La Russie a vivement critiqué le projet en faisant valoir que le déploiement de missiles, même en nombre limité, sera le début de toute une série de dispositifs. Il a rappelé aux participants que le déploiement prévu de missiles d'interception en Pologne et d'une station radar perfectionnée en République tchèque était destiné à protéger les Alliés des missiles balistiques de longue portée face aux menaces qui proviennent de pays comme l'Iran. A cet égard, il a souligné le nombre croissant de pays dotés de capacités de missiles balistiques, en raison de l'efficacité limitée du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TPN) et du régime de contrôle de la technologie des missiles. Le projet de système américain couvrira l'ensemble de l'Europe et viendra compléter les systèmes de défense antimissile de l'OTAN, a-t-il expliqué. Les sites européens du projet américain doivent être vus comme venant renforcer les sanctions économiques et politiques mises en œuvre pour contraindre l'Iran à respecter les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

La visite a permis aux membres de la délégation de mieux comprendre les questions de sécurité propres à la Pologne et à toute la région. La Commission continuera à suivre les progrès accomplis dans la région et entend centrer ses efforts sur la poursuite du processus d'élargissement ainsi que sur l'approfondissement de la relation avec la Russie.

Respectueusement soumis,

M. Leon Benoit, député
Président
Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)
ACTIVITÉ	Sous-commission sur les relations transatlantiques
DESTINATION	Varsovie, Pologne
DATES	Du 17 au 19 septembre 2008
DÉLÉGATION	
SÉNAT	Sénatrice Raynell Andreychuk
CHAMBRE DES COMMUNES	
PERSONNEL	
TRANSPORT	3 574,71\$
HÉBERGEMENT	578,04\$
HOSPITALITÉ	0,00\$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	260,58\$
CADEAUX OFFICIELS	0,00\$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	0,00\$
TOTAL	4 413,33\$